**MRC DE BEAUCE-SARTIGAN
REGISTRE DES PROCÈS-VERBAUX**

Le 16 avril 2025

**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ
DE BEAUCE-SARTIGAN**

Procès-verbal d'une séance régulière de la Municipalité régionale de comté de Beauce-Sartigan tenue dans la grande salle au 1500, boulevard Dionne, à Saint-Georges, le 16 avril 2025, à 19h45.

Sont présents :

Mme Vanessa Roy	La Guadeloupe
M. Léon Drouin	Lac-Poulin
M. Michel Veilleux	Notre-Dame-des-Pins
M. Jean-Marc Doyon	Saint-Benoît-Labre
M. Gabriel Giguère	Saint-Côme-Linière
Mme Josée Busque	Saint-Éphrem-de-Beauce
M. Francis Bélanger	Courcelles-Saint-Évariste
M. Claude Lachance	Saint-Gédéon-de-Beauce
M. Claude Morin	Saint-Georges
M. Michel Breton	Saint-Hilaire-de-Dorset
Mme Karine Champagne	Saint-Honoré-de-Shenley
M. Yvan Paré	Saint-Martin
M. François Morin	Saint-Philibert
M. Sylvain Veilleux	Saint-René
M. André Lapointe	Saint-Simon-les-Mines
M. Alain Chabot	Saint-Théophile

Sous la présidence de monsieur Dany Quirion, maire de Saint-Honoré-de-Shenley, accompagné de monsieur Eric Paquet, directeur général, et monsieur Luc Bergeron, directeur général adjoint.

OUVERTURE DE LA SÉANCE

Après constatation du quorum, la séance est officiellement ouverte par le préfet, monsieur Dany Quirion.

2025-04-061

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est proposé par monsieur Gabriel Giguère, appuyé par madame Karine Champagne et résolu à l'unanimité, d'adopter l'ordre du jour suivant :

1. Ouverture de la séance;
2. Adoption de l'ordre du jour;
3. Gestion administrative et financière :
 - 3.1. Dépôt et adoption du procès-verbal de la séance régulière du 19 mars 2025;
 - 3.2. Dépôt du procès-verbal du comité administratif du 8 avril 2025;

MRC DE BEAUCE-SARTIGAN
REGISTRE DES PROCÈS-VERBAUX

Le 16 avril 2025

- 3.3. Dépôt du procès-verbal du comité de sécurité publique du 18 mars 2025;
- 3.4. Audits financiers 2024 :
 - Rapport de l'auditeur;
 - Présentation et acceptation des audits financiers 2024;
 - États des surplus et réserves financières;
- 3.5. Nomination d'un auditeur exercice financier 2025;
- 3.6. Report du dépôt des rôles d'évaluation (6 municipalités);
- 3.7. Équité salariale / Offre de services;

4. Dossiers régionaux :
 - 4.1. RénoRégion;
 - 4.2. Plastiques agricoles;
 - 4.3. Suivi SCRI;

5. Aménagement du territoire, urbanisme et rénovation domiciliaire :
 - 5.1. Certificats de conformité :
 - 5.2. Avis de démolition d'immeubles;
 - 11225, 1^{re} Avenue Saint-Georges;
 - 11235, 1^{re} Avenue Saint-Georges;

6. Gestion du personnel :
 - 6.1. Embauche d'un étudiant stagiaire;
 - 6.2. Embauche d'un agent de développement culturel;
 - 6.3. Embauche d'une secrétaire;
 - 6.4. Embauche d'une aménagiste principale;

7. Correspondance;

8. Rapport des comités (s'il y a lieu);

9. Dépôt de documents :
 - 9.1. États financiers mensuels;
 - 9.2. Rapport final Berce de Caucase;
 - 9.3. Faits saillants aide alimentaire en Beauce-Sartigan;
 - 9.4. Programme de consultation citoyenne SQ;

10. Divers :
 - 10.1. Milieux de vie en action;
 - 10.2. Société du patrimoine des Beaucerons;
 - 10.3. Atelier de formation UMQ / Plan climat : 3 juin 2025;

11. Période de questions;

12. Clôture de la séance.

2025-04-062

DÉPÔT ET ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE RÉGULIÈRE DU 19 MARS 2025

Il est proposé par monsieur Francis Bélanger, appuyé par monsieur André Lapointe et résolu à l'unanimité, d'adopter le procès-verbal de la séance régulière du conseil des maires du 19 mars 2025 tel que rédigé par le directeur général.

DÉPÔT DU PROCÈS-VERBAL DU COMITÉ ADMINISTRATIF DU 8 AVRIL 2025

Le directeur général dépose le procès-verbal du comité administratif du 8 avril 2025 à titre d'information.

DÉPÔT DU PROCÈS-VERBAL DU COMITÉ DE SÉCURITÉ PUBLIQUE DU 18 MARS 2025

Le procès-verbal du comité de sécurité publique du 18 mars 2025 est déposé aux élus.

2025-04-063

RAPPORT DE L'AUDITEUR 2024

Attendu le rapport présenté et déposé par la firme comptable Blanchette Vachon et Associés concernant le bilan et l'état des résultats 2024 de la MRC;

Il est proposé par monsieur Jean-Marc Doyon, appuyé par monsieur Claude Lachance et résolu unanimement, que le rapport déposé soit accepté tel que présenté.

2025-04-064

PRÉSENTATION ET ACCEPTATION DES AUDITS FINANCIERS 2024

Attendu qu'une copie des états financiers 2024 de la MRC a été remise à l'ensemble des membres du conseil en plus de faire l'objet d'une présentation par un représentant de notre firme de vérificateurs externes;

Il est proposé par madame Josée Busque, appuyée par monsieur François Morin et résolu unanimement, que les états financiers 2024 de notre MRC soient acceptés tels que présentés et déposés par la firme Blanchette Vachon.

2025-04-065

NOMINATION D'UN AUDITEUR POUR L'EXERCICE FINANCIER 2025

Attendu l'offre de service reçue de la firme Blanchette Vachon et associés S.E.N.C.R.L. pour le mandat de vérification externe de l'année 2025;

Il est proposé par monsieur Gabriel Giguère, appuyé par monsieur André Lapointe et résolu unanimement, de retenir les services de la firme Blanchette

Vachon et associés S.E.N.C.R.L. à titre de vérificateur externe pour l'exercice financier 2025, et ce, au coût de 23 600 \$ plus les taxes applicables.

2025-04-066

DEMANDE DE REPORT DU DÉPÔT DE RÔLE D'ÉVALUATION

Considérant qu'en vertu de l'article 5 de la *Loi sur la fiscalité municipale*, la MRC de Beauce-Sartigan a compétence en matière d'évaluation, à l'égard des municipalités de son territoire;

Considérant que le délai prévu à l'article 70 de la loi, pour le dépôt d'un rôle d'évaluation, soit au plus tard le 15 septembre, ne permet pas au service d'évaluation responsable de la confection du rôle des municipalités d'être en mesure de confectionner les rôles d'évaluation pour l'exercice financier 2026 pour les municipalités suivantes:

- Courcelles-Saint-Évariste
- La Guadeloupe
- Saint-Honoré-de-Shenley
- Saint-Éphrem-de-Beauce
- Lac-Poulin
- Saint-Benoît-Labre

Considérant qu'en vertu de l'article 71 de la loi, l'organisme municipal responsable de l'évaluation peut en reporter le dépôt à une date limite ultérieure, qui ne peut être postérieure au 1^{er} novembre suivant;

Considérant la recommandation de l'évaluateur de reporter le dépôt des rôles d'évaluation foncière des municipalités mentionnées ci-haut;

En conséquence, il est proposé par monsieur Alain Chabot, appuyé par monsieur Michel Breton et résolu unanimement :

- D'accorder un délai supplémentaire, soit avant le 1^{er} novembre 2025, tel que le permet l'article 71 de la *Loi sur la fiscalité municipale* à l'organisme municipal responsable de l'évaluation (OMRÉ) pour le dépôt des rôles d'évaluation des municipalités suivantes :
 - o Courcelles-Saint-Évariste
 - o La Guadeloupe
 - o Saint-Honoré-de-Shenley
 - o Saint-Éphrem-de-Beauce
 - o Lac-Poulin
 - o Saint-Benoît-Labre
- D'acheminer une copie de la présente résolution à la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

2025-04-067

ÉQUITÉ SALARIALE OFFRE DE SERVICES

Attendu que la MRC de Beauce-Sartigan doit procéder à la révision de l'exercice en matière d'équité salariale en date du 31 décembre 2025 afin de respecter la loi;

Attendu l'offre de services déposée par la firme Michel Larouche consultants RH inc., laquelle est estimée à 5 950 \$, taxes en sus (banque d'heures);

Il est proposé par monsieur Alain Chabot, appuyé par monsieur André Lapointe d'accepter l'offre de services de la firme Michel Larouche consultants RH inc., au montant de 5 950 \$, taxes en sus (banque d'heures).

2025-04-068

ABOLITION DU PROGRAMME RÉNORÉGION

La MRC de Beauce-Sartigan demande au gouvernement du Québec de reconsidérer de façon urgente sa décision

Considérant que la Société d'habitation du Québec (SHQ) a confirmé deux jours après la lecture du budget 2025-2026 du gouvernement du Québec l'abandon du programme RénoRégion, un programme essentiel pour aider les propriétaires-occupants les moins bien nantis de nos communautés, souvent des personnes âgées ou des familles monoparentales vivant en milieu rural, à corriger des défauts majeurs à leur modeste résidence;

Considérant que ce programme a permis de garder plusieurs milliers de personnes dans leur résidence, dans des milieux où fait aussi rage la crise du logement, où il n'y a aucun logement abordable ou encore moins d'habitations à loyer modique;

Considérant qu'il y a plus de mille familles sur les listes d'attente des MRC du Québec;

Considérant que la Fédération québécoise des municipalités (FQM) a demandé le 27 mars dernier au premier ministre du Québec, M. François Legault, de se préoccuper de nos citoyen(ne)s et familles les plus vulnérables en remédiant de façon urgente à la situation;

Considérant que cette demande est restée sans réponse et que les projets d'appartements modulaires de 24 et 36 unités dans quelques villes du Québec promus depuis par la ministre responsable de l'Habitation, M^{me} France-Élaine Duranceau, ne peuvent répondre aux besoins des régions;

Considérant que, bien que le programme RénoRégion ait coûté moins de 18 M\$ par année à l'État québécois et qu'il ne représente que 0,0001 % des dépenses globales, la ministre justifie ce choix pour des raisons de saine gestion des finances publiques;

Considérant que la subvention moyenne du programme est de 19 309 \$, une fraction des coûts réels de construction des nouveaux logements promus par la ministre;

Considérant que la FQM a déposé l'an dernier à la demande de la SHQ une série de propositions afin d'augmenter l'efficacité du programme et de le rendre plus accessible pour mieux répondre aux besoins à travers le Québec;

Considérant que la SHQ devait lancer une version bonifiée du programme RénoRégion à la suite de ses consultations en 2025;

**MRC DE BEAUCE-SARTIGAN
REGISTRE DES PROCÈS-VERBAUX**

Le 16 avril 2025

Considérant que l'abolition de ce programme porte atteinte aux personnes les plus vulnérables de nos communautés;

Il est proposé par monsieur Jean-Marc Doyon, appuyé par monsieur Yvan Paré et résolu unanimement de demander au premier ministre du Québec, M. François Legault, et à sa ministre responsable de l'Habitation, M^{me} France-Élaine Duranceau:

- De relancer immédiatement le programme RénoRégion pour l'année financière 2025-2026 et de s'engager à assurer son financement à long terme;
- De rendre à terme le processus de bonification du programme pour assurer une plus grande accessibilité dans toutes les régions du Québec.

Que cette résolution soit transmise rapidement aux personnes suivantes :

- M. François Legault, premier ministre du Québec;
- M^{me} France-Élaine Duranceau, ministre responsable de l'Habitation;
- Monsieur Samuel Poulin député à l'Assemblée nationale du comté de Beauce-Sud;
- M. Jacques Demers, président de la Fédération québécoise des municipalités.

2025-04-069

COLLECTE PLASTIQUE AGRICOLE

Considérant que la Municipalité régionale de comté de la Nouvelle-Beauce a adopté la résolution #17862-01-2025 qui demande à RECYC-QUÉBEC de collaborer avec AgriRÉCUP pour résoudre les problématiques de financement et de gestion des plastiques agricoles;

Considérant que la résolution de la MRC rappelle que RECYC-QUÉBEC a accordé à AgriRÉCUP le statut d'organisme de gestion reconnu (OGR) pour mettre en œuvre un programme de responsabilité élargie des producteurs (REP) applicable aux plastiques agricoles visées par le Règlement sur la récupération et la valorisation de produits par les entreprises;

Considérant qu'AgriRÉCUP qui a pour mandat de détourner les plastiques et emballages agricoles de l'enfouissement a mis en place différents points de dépôt;

Considérant que malgré la mise en place de ces différents points de dépôts, une forte demande des producteurs agricoles est faite pour une collecte porte-à-porte;

Considérant que suite à des complications au niveau de la gestion financière des éco frais versés à AgriRÉCUP, celle-ci recommande de reporter toute nouvelle collecte porte-à-porte à 2026;

Attendu que la Régie intermunicipale du comté de Beauce-Sud appuie cette résolution;

Il est proposé par monsieur Gabriel Giguère, appuyé par monsieur Léon Drouin et résolu unanimement :

Que le préambule de la présente résolution en fasse partie intégrante;

Que ce conseil appui la résolution #17862-01-2025 de la MRC de La Nouvelle-Beauce qui demande à RECYC-QUÉBEC de collaborer avec AgriRÉCUP pour résoudre les problématiques de financement et de gestion des plastiques agricoles;

Que cette résolution soit transmise à RECYC-QUÉBEC, au ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, monsieur Benoit Charrette, au député de Beauce-Sud, monsieur Samuel Poulin.

SUIVI RÉVISION SCRI

Le directeur résume l'état d'avancement du processus de révision du SCRI.

2025-04-070

AVIS DE LA MRC SUR LA DÉMOLITION D'UN IMMEUBLE PATRIMONIAL – VILLE DE SAINT-GEORGES

Attendu que le comité de démolition de la Ville de Saint-Georges est favorable à la démolition des bâtiments localisés sur la propriété située au 11225, 1^{re} Avenue à Saint-Georges, lot 2 995 141 du cadastre du Québec, zone CC-304 ;

Attendu que le conseil de la MRC peut se prononcer dans les 90 jours suivants la réception d'un avis de la décision du comité de démolition, en conformité avec le troisième alinéa de l'article 148.0.20.1 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c. A-19.1) ;

Attendu l'avis favorable de la Commission d'aménagement;

Attendu que la MRC a adopté, par le biais de la résolution 2023-08-123, un inventaire du patrimoine bâti, en conformité avec l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel* (L.R.Q., c. P-9.002) et que le bâtiment principal concerné y est inscrit ;

Attendu que selon la fiche no. 313 de l'inventaire du patrimoine bâti, la valeur patrimoniale du bâtiment y est décrite comme « faible » en raison de la compilation de huit (8) critères d'évaluation qui sont les valeurs suivantes : âge, architecture, authenticité, contexte, usage, historique, rareté et état physique ;

Attendu que le bâtiment concerné possède une valeur d'âge et que la valeur d'état physique y est décrite comme étant « excellente » ;

Attendu que le bâtiment concerné ne possède aucune valeur d'architecture, d'usage, historique et de rareté ;

Attendu que l'évaluation réalisée par Jean-François Darisse, architecte, fait mention de la dégradation et de l'altération de l'état général du bâtiment, la

valeur d'état physique ne répond plus à ce qui avait été déterminé lors de la classification des bâtiments ;

En conséquence, il est proposé par monsieur Gabriel Giguère, appuyé par monsieur Léon Drouin et résolu à l'unanimité, que le conseil de la MRC de Beauce-Sartigan avise la Ville de Saint-Georges qu'il n'entend pas se prévaloir des pouvoirs prévus à l'article 148.0.20.1 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c. A-19.1) relativement à la décision du comité de démolition concernant les bâtiments localisés sur la propriété située au 11225, 1^{re} Avenue à Saint-Georges.

2025-04-071

AVIS DE LA MRC SUR LA DÉMOLITION D'UN IMMEUBLE PATRIMONIAL – VILLE DE SAINT-GEORGES

Attendu que le comité de démolition de la Ville de Saint-Georges est favorable à la démolition des bâtiments localisés sur la propriété située au 11235, 1^{re} Avenue à Saint-Georges, lot 2 995 142 du cadastre du Québec, zone CC-304 ;

Attendu que le conseil de la MRC peut se prononcer dans les 90 jours suivants la réception d'un avis de la décision du comité de démolition, en conformité avec le troisième alinéa de l'article 148.0.20.1 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c. A-19.1) ;

Attendu que la MRC a adopté, par le biais de la résolution 2023-08-123, un inventaire du patrimoine bâti, en conformité avec l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel* (L.R.Q., c. P-9.002) et que le bâtiment principal concerné y est inscrit ;

Attendu l'avis favorable de la Commission d'aménagement;

Attendu que selon la fiche no. 314 de l'inventaire du patrimoine bâti, la valeur patrimoniale du bâtiment y est décrite comme « faible » en raison de la compilation de huit (8) critères d'évaluation qui sont les valeurs suivantes : âge, architecture, authenticité, contexte, usage, historique, rareté et état physique ;

Attendu que le bâtiment concerné possède une valeur d'âge et que la valeur d'état physique y est décrite comme étant « excellente » ;

Attendu que le bâtiment concerné ne possède aucune valeur d'architecture, d'usage, historique et de rareté ;

Attendu que l'évaluation réalisée par Jean-François Darisse, architecte, fait mention de la dégradation et de l'altération de l'état général du bâtiment, la valeur d'état physique ne répond plus à ce qui avait été déterminé lors de la classification des bâtiments ;

En conséquence, il est proposé par monsieur Alain Chabot, appuyé par monsieur Yvan Paré et résolu à l'unanimité, que le conseil de la MRC de Beauce-Sartigan avise la Ville de Saint-Georges qu'il n'entend pas se prévaloir des pouvoirs prévus à l'article 148.0.20.1 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c. A-19.1) relativement à la décision du comité de démolition concernant les bâtiments localisés sur la propriété située au 11235, 1^{re} Avenue à Saint-Georges.

2025-04-072

EMBAUCHE D'UN ÉTUDIANT STAGIAIRE

Attendu le manque de ressource en aménagement du territoire;

Attendu qu'une personne a été rencontrée dans le but de constater s'il y avait un intérêt mutuel concernant la réalisation d'un stage professionnel en aménagement du territoire;

Attendu que, suite aux discussions, une offre de stage a été faite à la personne concernée;

En conséquence, il est proposé par monsieur François Morin, appuyé par monsieur Claude Lachance et résolu à l'unanimité, d'embaucher à titre de stagiaire monsieur William Fortier pour une période d'environ dix-huit (18) semaines au taux horaire de 23.83 \$ auquel s'ajoutent 6.5% de bénéfices marginaux.

EMBAUCHE D'UN AGENT DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL

Suite à l'affectation de madame Pascale Dupont au poste d'agente de développement du territoire en février dernier par résolution du conseil, la direction générale a entrepris des démarches dans le but de combler le poste d'agent de développement culturel.

La candidature retenue a été rencontrée et sera nommée à la prochaine séance du conseil des maires pour adoption.

EMBAUCHE D'UNE SECRÉTAIRE

Étant donné les nombreux dossiers à réaliser dans les prochaines années notamment la révision du schéma d'aménagement et de développement du territoire et le plan climat, la direction générale désire procéder à l'embauche d'une secrétaire afin de répondre aux besoins internes de l'organisation.

Après discussions, les élus autorisent la direction générale à entreprendre une telle démarche.

2025-04-073

EMBAUCHE D'UNE AMÉNAGISTE PRINCIPALE

Attendu que la MRC amorce les démarches de révision du schéma d'aménagement de développement du territoire et qu'à cette fin, un poste d'aménagiste principale a été créé;

Attendu que Mme Sarah Quirion est aux services de la MRC à titre d'employée à temps partiel en aménagement;

Attendu que Mme Sarah Quirion dispose des compétences nécessaires au poste d'aménagiste principale;

Il est proposé par monsieur Alain Chabot, appuyé par monsieur Michel Breton et résolu d'autoriser l'embauche de Mme Sarah Quirion, à titre d'employée

régulière, au poste d'aménagiste principale. Il est de plus résolu que l'entrée en poste se fasse le 19 mai 2025, dans la classe 6, échelon 4, de la convention collective en vigueur.

CORRESPONDANCE

Le directeur général dépose et commente le bordereau de la correspondance reçue depuis la dernière rencontre.

RAPPORT DES COMITÉS

Les représentants des divers comités font rapport aux membres du conseil.

DÉPÔT DE DOCUMENTS

Les documents suivants sont déposés aux membres du conseil à titre d'information :

- États financiers mensuels;
- Rapport final Berce de Caucase;
- Faits saillants aide alimentaire en Beauce-Sartigan;
- Programme de consultation citoyenne SQ;

MILIEUX DE VIE EN ACTION

Le directeur général rappelle aux élus que la journée Milieux de vie en action se tiendra le 6 juin 2025. L'activité se déroulera sur les territoires de Lévis et des MRC de Bellechasse, Nouvelle-Beauce et Lotbinière.

2025-04-074

SOCIÉTÉ DU PATRIMOINE DES BEAUCERONS

Attendu que la MRC de Beauce-Sartigan supporte financièrement depuis plusieurs années la Société du patrimoine des Beaucerons à la hauteur de 5 000.00 \$ par année et que ce financement est prévu au budget 2025;

Attendu que ladite société demande d'ajuster ce montant afin de tenir compte de l'inflation des dernières années et de le porter à 6 300.00 \$;

Après discussions, il est proposé par monsieur Jean-Marc Doyon, appuyé par madame Karine Champagne et résolu unanimement de répondre positivement à la demande de la Société du patrimoine des Beaucerons et verser une contribution au montant de 6 300.00 \$ pour l'année 2025 prise à même la partie 3 du budget.

ATELIER DE FORMATION PLAN CLIMAT

Les maires sont invités à réserver la date du 4 juin prochain à leur agenda pour une rencontre de formation Plan climat offerte par l'UMQ. Cette formation qui

**MRC DE BEAUCE-SARTIGAN
REGISTRE DES PROCÈS-VERBAUX**

Le 16 avril 2025

s'adresse aux maires et aux directions générales se fera en collaboration avec la MRC de Beauce-Centre (une séance en p.m et une autre en format 5 à 7). Les invitations seront transmises sous peu.

PÉRIODE DE QUESTIONS

Aucune question n'est adressée au conseil.

2025-04-075

CLÔTURE DE LA SÉANCE

Il est proposé par monsieur Léon Drouin, appuyé par madame Karine Champagne et résolu à l'unanimité, de mettre fin à la séance. Il est 20 h 56.

Dany Quirion, préfet

Eric Paquet, directeur général